

POUR LA DÉFENSE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français de la IV^e Internationale

Depuis qu'il a été rendu public, le traité d'alliance conclu le 26 Mai entre l'Angleterre et les Soviets a fait, de part et d'autre, l'objet d'abondants commentaires de propagande : Londres, Washington et Moscou se répandent en louanges dithyrambiques sur cet instrument de paix et de victoire ; Berlin n'a pas cessé de dénoncer, avec indignation, un pacte qui livre l'Europe au bolchevisme.

La vérité, c'est que ni l'une ni l'autre de ces thèses ne correspondent au caractère réel du traité. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'analyser l'ensemble des accords qui l'accompagnent : l'accord soviéto-américain, l'accord militaire sur la création d'un second front et l'accord tacite sur la délimitation des zones d'influences.

Sur deux points, incontestablement, la diplomatie stalinienne a réussi à obtenir satisfaction après 5 mois de laborieux pourparlers, ouverts par la visite d'Eden à Moscou, en décembre 1941, et clos fin mai 1942 par le voyage de Molotov à Londres. D'une part, le gouvernement britannique prend l'engagement de ne pas conclure de paix séparée, engagement particulièrement important si l'on se souvient qu'en février-mars dernier encore des sondages en vue d'une telle paix ont eu lieu à Stockholm. Engagement qui est prolongé par une alliance de longue durée (20 ans), qui équivaut à la renonciation de la part de l'Angleterre à toute participation, directe ou indirecte, à une coalition antisoviétique. Il est évident toutefois que ces engagements n'ont pas plus de valeur que n'en ont d'ordinaire les engagements diplomatiques et qu'ils pourraient fort bien, dans 2 ans, 20 mois ou 20 semaines, n'être plus que des chiffons de papier.

Le deuxième succès de Molotov est d'ordre militaire : l'Angleterre et les Etats-Unis s'engagent à créer un second front, dès 1942. Il semble s'agir là d'un avantage plus concret. Mais l'accord n'était pas sitôt signé que *The Times*, de Londres, et de très nombreux commentateurs américains commencent à expliquer que la question du second front n'avait jamais été qu'un problème technique et avant tout un problème de tonnage, que les Alliés auraient créé ce second front depuis longtemps si les difficultés techniques avaient pu être surmontées et qu'il fallait espérer qu'elles le seraient sous peu, mais que pourtant les pertes navales continueraient à être inévitables. Le second front, ajoutait-on, ne serait pas nécessairement terrestre ; des opérations navales et aériennes pouvaient jouer le même rôle (ce qui est une contre-vérité, puisque l'U.R.S.S. a surtout besoin de voir immobilisées les plus grand nombre possible de divisions d'infanterie et de chars). Enfin, on ajoutait que le second front ne se situerait pas nécessairement en Europe, mais peut-être en Afrique du Nord. Et voilà que la débâcle anglaise dans ce secteur rejette le second front vers la vallée du Nil et le canal de Suez : à vrai dire la victoire de Rommel met fin à tout espoir d'un second front anglais en Europe ; la tâche passerait d'ns son entier aux troupes américaines ; en réalité, elle est dépossédée, pour de longues semaines, pour un si long temps peut-être que certains milieux anglo-américains peuvent espérer que ce second front ne servira plus de rien aux Soviets.

Du côté du passif pour les Soviets il faut enregistrer d'abord un échec. Molotov n'a pu obtenir des Etats-Unis qu'ils contractent un engagement de longue durée : les Etats-Unis veulent bien donner une assistance militaire à la Russie ; ils ne veulent pas prendre d'engagements durables avec l'Union Soviétique, état ouvrier né de la Révolution d'Octobre.

Il faut ensuite énumérer une série de concessions politiques extrêmement importantes : l'adhésion officielle de l'U.R.S.S. à la Charte de l'Atlantique, la renonciation explicite à la propagande communiste à l'étranger et une série de concessions territoriales.

La Charte de l'Atlantique, élaborée en août 1941, définit les buts de guerre et le programme de paix de Londres et de Washington. Sous une phraséologie qui rappelle celle de Wilson, elle vise à préparer un nouveau traité de Versailles. C'est-à-dire à créer en Europe les conditions mêmes d'un nouveau conflit impérialiste. L'Union Soviétique, au temps de Lénine, menait la lutte la plus acharnée contre le Traité de Versailles, contre le wilsonisme et la S.D.N. L'Union Soviétique de Staline se prononce officiellement pour Versailles, pour Wilson et pour une nouvelle S.D.N. "made in U.S.A."

Le gouvernement soviétique, d'autre part, renonce à s'immiscer dans les affaires intérieures des autres pays : Staline renonce à la révolution mondiale. Dans les pays de l'Axe on crie aussitôt : manœuvre grossière. Et nos communistes français ne manquent pas de dire aussi qu'il s'agit d'une manœuvre... mais subtile. Sur ce terrain, seule l'expérience passée permet de juger : or, nous avons vu, de 1935 à 1939, en France, le Parti Communiste consacrer tous ses efforts au sabotage du mouvement révolutionnaire et au renforcement de la Défense Nationale ; nous nous rappelons qu'en 1935, dans une réunion de militants révolutionnaires, Tchémoudanov, secrétaire de l'Internationale Communiste des Jeunes, déclarait qu'il considérerait comme un traître celui qui, dans un pays allié à l'U.R.S.S., voudrait lutter pour la révolution, au travers de la défaite militaire de la bourgeoisie. Nul doute qu'on ne tienne aujourd'hui les mêmes raisonnements aux militants syndicalistes américains ; nul doute non plus que le Parti Communiste se fasse le plus ardent promoteur d'une politique de production à outrance, d'effort de guerre accru des ouvriers américains, les poussant à donner leur sang et leur sang pour le plus grand profit de Wall-Street. Cela ne suffit pourtant pas à la bourgeoisie américaine : quelques jours après l'annonce publique du traité, le *Chicago Tribune*, dans un article, réclamait la dissolution de l'Internationale Communiste et la mise au pas du Parti Communiste : "Tous unis derrière Roosevelt", Staline, concluait ce journal, doit officiellement laisser la révolution aux trotskystes.

Que Staline s'oriente dans ce sens, son attitude dans la question des territoires annexés depuis 1939 le démontre très clairement. On ne possède, à vrai dire, aucun document officiel sur la délimitation ultérieure des frontières de l'Est et il est même fort probable qu'aucun des deux partenaires n'a tenu à fixer ce point de façon trop précise. Mais il est hors de doute que la question ait été abordée. Or, les renseignements publiés par la presse suédoise, manifestement puisés à des sources anglaises bien informées, permettent d'affirmer que l'U.R.S.S. s'engage à respecter l'intégrité territoriale de la Finlande et des Pays Baltes, sous réserve du droit pour elle d'installer dans ces pays des bases militaires ; qu'elle s'engage à restituer à la Pologne la plus grande partie des territoires annexés en 1939 ; il a même été précisé, au lendemain de la signature du traité, que les légations à Londres des gouvernements blancs des Pays Baltes restaient ouvertes. Or, le prolétariat international, s'il peut faire bien des réserves sur la façon dont ces conquêtes ont été faites et les méthodes qu'a employé la bureaucratie stalinienne dans ces pays, ne peut pas admettre que des territoires où la propriété privée a été liquidée soient à nouveau livrés aux exploités capitalistes et à la réaction blanche. Staline, au contraire, compte sur celle-ci pour assurer la défense de l'U.R.S.S.

Nous n'exagérons pas. Car le traité anglo-soviétique trouve son couronnement dans une clause d'assistance mutuelle contre la révolution. Lorsque les gouvernements anglais et soviétique tombent d'accord pour une occupation prolongée de l'Allemagne après la fin des hostilités, cela signifie-t-il autre chose que l'envoi de troupes en Allemagne pour y rétablir l'ordre ? Car il est bien entendu que jamais on ne traitera avec le gouvernement nazi. Le peuple allemand aura balayé la clique hitlérienne ; il aura commencé sa révolution et Staline, au lieu de tendre la main à cette révolution contre l'impérialisme britannique, promet d'envoyer en Allemagne Orientale quelques uns des régiments de la Guépéou, qui ont si bien réussi à restaurer la république en Espagne et l'ont mis à même d'ouvrir les portes à Franco.

Nous savons que la plupart des militants du Parti Communiste trouveront ces accusations monstrueuses et qu'ils ne voudront voir dans tous ces engagements qu'une nouvelle manœuvre. Quant à nous, nous savons une chose : avec de telles manœuvres on a liquidé la révolution en Espagne et en France, où elle pouvait et devait vaincre ; avec de telles manœuvres on a rendu la guerre possible ; avec de telles manœuvres on a permis à la réaction de gagner de nouvelles victoires ; avec de telles manœuvres on nous a amené où nous en sommes.

Certes, l'U.R.S.S. ne peut se soustraire à la nécessité de contracter des compromis avec l'impérialisme ; mais tout compromis dont on n'a pas la possibilité, pour quelque raison que ce soit, d'expliquer les motifs et les buts à la classe ouvrière internationale, tout compromis qui lie en quoi que ce soit les possibilités d'action de la classe ouvrière ne mérite plus le nom de compromis, mais seulement celui de trahison. N'est-il pas, à cet égard, significatif que, lors de son séjour à Londres, Molotov ne se soit pas adressé à la classe ouvrière anglaise, pas montré à elle ; et cependant, Molotov a visité une usine d'armement : mais il est passé incognito, comme n'importe quel général Sikorski. Lorsque par amour pour M. Eden, on oublie ainsi qu'en est le représentant d'un Etat ouvrier, c'est qu'on est en train de trahir les intérêts du prolétariat.

La révolution prolétarienne pourtant est en marche ; en dépit de tous les obstacles que Staline pourra accumuler sur sa route, elle finira par triompher. Le combat de classe des travailleurs de tous les pays, démocratiques ou fascistes, mieux que tous les traités, assurera une défense véritable de l'Union Soviétique. Une victoire de la révolution en Europe garantirait définitivement l'U.R.S.S. contre toutes les agressions. Et puisque Staline entend, une fois de plus, pactifier avec l'ennemi, avec l'impérialisme, il doit s'attendre à ce que la révolution le balaye, comme elle balayera ses amis les gardes blancs et les Churchill, en même temps que les Hitler, les Laval et les Mussolini.

On supprime les exceptionnels !

Au moment où la rarefaction des vivres et la hausse des prix accentuent la misère générale, il a fallu prendre une mesure démagogique, mensongère : les restaurants "catégorie exceptionnelle" sont supprimés. Quelle sinistre farce ! Qui donc peut ignorer que les catégories A et B, même C, peuvent encore servir des diners plantureux, sans tickets, à ceux qui ont les moyens de payer 100 ou 150 fr., et même davantage, pour un repas ? Qui donc peut ignorer que c'est le pillage de la France par les autorités nazies qui affame le peuple ? Qui donc ignore que le marché noir des pauvres est pourchassé, tandis que les riches peuvent se gouverner comme au bon vieux temps ?

Personne ne l'ignore et tout le monde affirme : « Il faut que ça change, il faut que les consommateurs pauvres et les petits paysans contrôlent eux-mêmes le ravitaillement. »

Quand les bourreaux se déchainent

L'affiche que l'on peut voir actuellement sur tous les murs fut apposée, une première fois, pendant quelques heures, dans les stations du métro ; elle avait été retirée après intervention du chef de la propagande nazie en France.

Elle promet la peine de mort pour les ascendants, descendants et même cousins, âgés d'au moins dix-huit ans, de tous les "terroristes ou fauteurs de troubles", l'envoi des enfants de moins de dix-huit ans dans les maisons de correction et des femmes aux travaux forcés.

La barbarie de ces mesures est telle que certains nazis se sont rendu compte de l'effet qu'elles pourraient produire et qu'ils ont essayé, en vain, de les faire rapporter. La publication de cet avis a plongé dans la consternation même les plus chauds admirateurs français de l'Allemagne hitlérienne.

Voilà, en effet, comment les nazis comprennent la collaboration : se venger sur des innocents, rendre la famille, les enfants en bas âge même, responsable de ce que fait un de ses membres, régner par la terreur la plus sanglante. Voilà ce qu'est l'"Europe nouvelle", qui prend de plus en plus l'allure d'un vaste camp de concentration, à travers lequel coulent des flots de sang. Voilà le régime qu'un Laval nous invite à rallier et à servir.

Que l'on ne nous parle plus de la violence révolutionnaire. La révolution est d'autant plus sanglante que la contre-révolution l'a elle-même été. En Juin 1936, le prolétariat eut triomphé avec un minimum de sang versé ; la révolution qui balayera le fascisme européen ne pourra oublier les crimes d'aujourd'hui.

Un beau geste de solidarité

Dans une administration, trois employés juifs, démasqués grâce à l'étoile, sont renvoyés. Immédiatement les employés aryens organisent une collecte de solidarité en leur faveur.

Quel soufflet pour les crapules nazies qui accentuent chaque jour la barbarie antisémite !

Ce que la guerre impérialiste apporte aux masses japonaises

Au 1^{er} Décembre 1941, les impôts indirects ont doublé (ils auraient augmenté de 350% depuis 4 ans). Les impôts indirects auraient augmenté de 600% depuis 4 ans et subiront la même augmentation. Le tabac est frappé d'une taxe de 27% ; les chaussures, les articles de bureaux, le papier, les machines à coudre, les machines à écrire de 50%. Les Japonais reçoivent 4 allumettes par jour et par personne, 1 litre de lait par jour pour 135 habitants, ils ne mangent ni beurre, ni blé, ils n'ont ni coton, ni laine, ni pétrole et manquent de charbon. On lance la mode de marcher les pieds nus. Il n'y a pas d'eau, faute de pression, et on signale des voleurs d'eau, d'électricité, de clefs, de loquets, etc.

NECESSITÉ D'UNE SECONDE REVOLUTION FRANÇAISE

Le Parti Communiste a édité, à l'occasion du 14 Juillet, un tract dans la manière néo-stalinienne : pousser les masses en avant dans la lutte antibouche, sous des mots d'ordre qui auront pour résultat certain de souder les rangs allemands contre la population française. Nous ne discuterons pas de cela aujourd'hui, mais de ce qui a seroit d'argument au tract, à savoir l'anniversaire de la prise de la Bastille.

Le 14 Juillet 1789 fut un jour mémorable : pourtant, tout ce que le Parti Communiste trouve à nous dire à ce sujet peut se résumer en quelques mots : Le peuple, en 1789, prit les armes, le peuple, en 1942, doit en faire autant. Pour quoi ? Pour quoi ? Pour faire quoi ? Telles sont les questions auxquelles on ne répond pas, pas plus qu'on n'indique ce que fut réellement la Révolution de 1789, la Grande Révolution Française.

La Révolution de 1789, révolution sociale bourgeoise

Quelles furent les causes profondes de la Révolution de 1789, commencée le 14 Juillet par une magnifique émeute populaire ?

Certes, les causes immédiates furent la famine, la misère des classes populaires, la colère des travailleurs : artisans, paysans, ouvriers ; contre l'absolutisme féodal, contre le luxe insolent et coûteux des nobles. Mais si la révolte populaire put vaincre, c'est qu'elle trouva un allié indispensable, instruit, cultivé, puissant, dans sa lutte contre la féodalité. Cet allié fut la bourgeoisie. Depuis le XV^e, et surtout depuis le XVI^e Siècle, la France féodale voyait naître des manufactures (textile, fabrication d'armes), se développer le commerce intérieur et extérieur : la nouvelle classe, formée de marchands, d'industriels, de banquiers, se heurta bientôt à la noblesse, c'est-à-dire aux propriétaires de terres qui vivaient sans travailler (le travail était considéré comme avilissant), sur le dos de leurs serfs ou de leurs fermiers. Quelles furent les raisons de cette lutte de classes acharnée ? Raisons sociales d'abord : la bourgeoisie développe le commerce et l'industrie, crée jour après jour les éléments de sa puissance économique, mais les lois féodales (barrières douanières intérieures, réglementation de la profession, corporations) sont une entrave constante au développement des forces productives créées par la bourgeoisie. De plus, cette bourgeoisie, qui détient et crée les richesses du pays, n'a pas le pouvoir politique qui appartient aux propriétaires féodaux, aux nobles. Au XVIII^e Siècle, elle apparaît sur la scène politique, philosophique, littéraire, avec les idées nouvelles qui révolutionnent les manières habituelles de penser : par la plume de Diderot, de ses Rousseaues, elle affirme l'égalité de tous les hommes, préconise l'institution d'une République démocratique, la fraternité — des écrits des philosophes atteignent durement l'absolutisme féodal. Avec le règne de Louis XVI commencent le dernier épisode de la lutte à mort entre la bourgeoisie et la féodalité. Des milliers de brochures s'impriment qui dénoncent la royauté, les crimes des nobles, le scandale de leurs dépenses inouïes. De quoi s'agit-il pour la bourgeoisie ? Maitresse de la puissance économique, elle veut conquérir le pouvoir politique pour se débarrasser des entraves féodales. C'est pourquoi elle est partisane de la liberté : pour elle, la liberté signifie la liberté du commerce et de l'industrie, le droit et la sauvegarde de la propriété, de sa propriété.

Pour réaliser ce dessein, elle doit s'appuyer sur la paysannerie qui souffre atrocement ; le serfage a presque complètement disparu au XVIII^e Siècle, les paysans sont soi-disant "libres" : en fait ils paient impôts sur impôts au seigneur, au curé, au roi ; ils doivent accomplir, en dehors de leur travail, la corvée pour le seigneur ; ils sont menacés constamment par la famine alors que les greniers des seigneurs sont bien remplis. La bourgeoisie trouve là un appui certain dans la lutte contre l'injustice sociale, contre l'absolutisme et les lois féodales (contre les "octrois" en particulier).

Elle trouvera un appui dans les villes aussi où artisans et ouvriers sont de même indignés par le spectacle d'oisifs qui se gorgent aux frais du peuple, indignés par l'arbitraire royal, poussés à bout par la misère.

La révolte des misérables éclate le 14 Juillet 1789. Tout de suite elle se rencontre avec la révolte des mécontents (bourgeois et certaines couches de la noblesse). Finalement, après une lutte acharnée contre la féodalité à l'intérieur, contre l'Angleterre bourgeoise et l'Europe féodale à l'extérieur, la Révolution Française se termine par la victoire de la bourgeoisie qui, avec le Directoire, le Consulat, puis l'Empire, affirme sa domination entière sur les autres classes sociales.

L'œuvre de la bourgeoisie

La Révolution de 1789, en détruisant tout vestige de la féodalité, en libérant les paysans, et surtout les banquiers, les industriels, les marchands, la Révolution de 1789 allait permettre un développement prodigieux des forces productives en France.

La révolution bourgeoise est une nécessité historique ; jamais les marxistes n'ont infirmé ce fait incontestable. La bourgeoisie, au moment où elle s'empare du pouvoir, au XVII^e Siècle en Angleterre, au XVIII^e et au XIX^e Siècles en Amérique, en France et en Allemagne, développe puissamment les forces productives, crée les éléments de l'abondance, mais crée en même temps les conditions mêmes de l'aggravation de la misère des travailleurs, crée en même temps les conditions des guerres impérialistes, des crises atroces qui saignent à blanc l'humanité entière.

Que faut-il déduire de cela ? Faut-il en déduire qu'il faut en revenir aux corporations, à l'absolutisme ? Faut-il nier le progrès, préconiser le retour à la terre, détruire les machines ? Non, il faut en déduire qu'il est temps, grand temps de renverser le pouvoir bourgeois et de le remplacer par un régime plus rationnel, sans guerres, sans misère, assurant à chacun et à tous le pain, la liberté, la paix.

Pour la révolution prolétarienne, en France et en Europe

En 1789, les classes populaires se lancent à l'assaut du pouvoir. Mais il manque une classe instruite, éduquée, unie (artisans et paysans sont, malgré tout, par la logique même de leur position sociale, des individualistes) pour mener la lutte jusqu'au bout : c'est pourquoi, finalement, une classe possédante révolu-

Grève de Travailleurs Italiens en Allemagne

Dans une grande fabrique d'avions, en Allemagne, les travailleurs italiens ont fait la grève pendant une demi-journée parce que la nourriture ne leur plaisait pas ! Le jour suivant, ils reçurent satisfaction et ... leur bien-aimé macaroni !

Nos frères italiens qui, depuis vingt ans, vivent sous la botte fasciste, n'ont pas perdu leur volonté de lutte.

POUR TENIR LAVAL EN ECHEC, RENFORÇONS LES SYNDICATS !

Laval, homme de la grosse bourgeoisie industrielle et bancaire et agent de l'hitlérisme en France, vient de révéler jusqu'à sa servilité l'a amenée.

La bourgeoisie française, bien que vaincue, est intéressée à ce que le capitalisme soit sauvé, elle doit aider l'impérialisme allemand dans sa lutte contre l'Etat ouvrier.

C'est pour sauver le misérable régime d'exploitation qu'ils subissent que, d'après Laval, des centaines de milliers d'ouvriers français devraient partir en Allemagne, au côté de millions de travailleurs européens. Il s'agit de remplacer les nouveaux millions de travailleurs allemands que les hitlériens jettent à l'assaut de l'U.R.S.S.

Mais Laval sent le poids du mécontentement populaire, il veut faire partager la responsabilité de sa politique par d'autres. Il s'est adressé aux comités d'organisations patronaux. Il tente, par des menaces et le chantage, de briser la résistance des organisations syndicales ouvrières.

Les secrétaires de fédérations, qui avaient déjà été l'objet de pressions lors de la constitution du Comité ouvrier de secours immédiat (à la solde des Allemands), se sont vus invités à prêter leur concours à une Commission d'information Ouvrière et Sociale, au côté de membres d'organisations pro-nazies. Malgré leur platitude, les dirigeants des fédérations n'ont pas accepté, pour la plupart, d'endosser la responsabilité des actes de Laval. 13 fédérations (ex-C.G.T.) ont fait savoir qu'elles ne participeraient pas à cette commission.

Le but avoué de cet organisme, qui est la préparation du départ des ouvriers en Allemagne, n'a pu être atteint. Les "personnalités" syndicales, qui ont pourtant l'habitude d'engager la classe ouvrière malgré elle, ne peuvent pas ne pas tenir compte de l'opposition des travailleurs.

Laval, parce qu'il souhaite la victoire de l'Allemagne, demande aux ouvriers d'apporter leur travail, mais le peuple français souhaite la défaite des armées hitlériennes. Le peuple sait que Laval ment dans son odieux chantage aux prisonniers ; les prisonniers reviendront lorsque l'hitlérisme sera abattu. Cette heure sera aussi celle de la délivrance des travailleurs allemands. Les dirigeants syndicaux ne sont pas étrangers à ces préoccupations.

tionnaire. La bourgeoisie, usurpera le pouvoir politique, profitera des sacrifices consentis par le peuple.

Cette classe populaire dirigeante, qui faisait défaut en 1789, nous l'avons aujourd'hui : c'est le prolétariat industriel, que des décades de lutte contre l'oppression bourgeoise ont mûri, éduqué, que sa position sociale unifie malgré les divisions et les échecs, momentanés.

En 1789, les classes populaires se battaient pour la fin de l'oppression, pour le pain. En 1942, le prolétariat, en renversant le pouvoir bourgeois, en le remplaçant par le pouvoir des ouvriers et des paysans, crée les bases d'une véritable démocratie pour la nation tout entière, prépare la suppression de toutes les classes avec l'avènement de la société socialiste.

En 1789, les classes populaires enthousiastes pensent gagner tous les peuples à l'idée d'une République universelle. Mais il manquait justement une classe sociale internationale, dont les intérêts sociaux et économiques pouvaient faire de la magnifique idée de la fraternité universelle des hommes une réalité tangible. Aujourd'hui, en 1942, le prolétariat est cette classe qui, dans le monde entier, n'a qu'un intérêt unique : celui de détruire l'oppression bourgeoise, le régime capitaliste, et par là même, toutes les frontières.

La Révolution de 1789 fut une révolution nationale bourgeoise. La seconde révolution française sera une révolution prolétarienne, car seule la révolution prolétarienne peut faire de la France, à nouveau, une nation rayonnante, admise, libre, en l'intégrant dans une Europe débarrassée du capitalisme.

Continuer l'œuvre des masses populaires de 1789, l'œuvre des Robespierre, des Saint-Just et des Babeuf, ce n'est pas crier "Vive de Gaulle, le général d'Action Française" ou "Vive la République bourgeoise", c'est préparer et construire les Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde qui libéreront réellement de l'oppression fasciste, "démocratique", bourgeoise, impérialiste, toutes les nations du monde et qui réaliseront la grande idée des révolutionnaires de 1789 : la République Universelle.

Si les fédérations ont été, dans une certaine mesure, impliquées dans les tractations de Laval, les syndicats de base n'ont pas caché leur hostilité. Si la presse aux ordres se targue de l'appui des militants syndicaux, c'est pour les compromettre aux yeux des ouvriers, pour ne leur laisser qu'une seule voie, celle de la servitude. Les cadres des syndicats ont résisté à la mise au pas.

La Charte du Travail, le Comité Ouvrier de secours immédiat, comme aujourd'hui la Commission d'information Ouvrière et Sociale, rencontrent l'hostilité des militants. Ceux-ci ont été contre Vichy et ses maîtres et avec les ouvriers.

Mais les syndicats sont encore faibles pour rendre effective la volonté de résistance, les troupes manquent encore.

De leur côté, en attendant et pour préparer la lutte finale qui balayera l'hitlérisme et le capitalisme, les travailleurs se dressent contre les conséquences du régime actuel, contre les souffrances que les nazis veulent aggraver.

La classe ouvrière n'a pas encore trouvé le moyen d'unifier sa résistance, d'engager la lutte pour des objectifs immédiats qui entameront l'édifice impérialiste. Ces organismes de lutte peuvent être les syndicats. En se syndiquant en masse, les ouvriers trouvent le lieu de rassemblement de leurs forces, qui leur manquent jusqu'ici. De plus, ils interviendront dans la lutte des noyaux syndicaux pour la liberté syndicale.

Ayant retrouvé une force autonome, la classe ouvrière fera entendre sa position. Le mauvais coup de Laval sera devenu une opération si périlleuse que, même s'il est réalisé, il contribuera au renversement de l'impérialisme.

Tous unis dans les syndicats, pour exiger :

Du travail en France avec des salaires permettant de vivre ;

l'institution du contrôle ouvrier sur la production et la suppression du secret commercial ;

le libre exercice de la liberté syndicale ;

l'élection des délégués d'entreprises par les ouvriers ;

le contrôle populaire de la répartition des denrées alimentaires.